

*L'Adresse—M. Mulroney*

du Parlement, le Canada pourrait reprendre avec une nouvelle vigueur ce rôle de premier plan qu'il a si longtemps joué, un rôle qui consiste en tout temps à promouvoir la non-prolifération nucléaire parmi les pays qui possèdent déjà la technologie nucléaire et parmi ceux également, monsieur le Président, qui ont les moyens d'utiliser cette technologie à des fins non pacifiques.

*[Traduction]*

Je ne suis pas député depuis très longtemps, mais je suis convaincu que cette Chambre doit redevenir le lieu par excellence où susciter un consensus national autour du défi que nous posent les affaires étrangères.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Nous ne sommes pas obligés de tout ramener à des politiques étroitement partisans qui nous dressent les uns contre les autres. En fait, c'est cette Chambre même, avec tous les instruments dont elle dispose, qui devrait être le principal véhicule de promotion des programmes canadiens de désarmement et de contrôle des armements. Il n'y a que peu d'initiatives qui soient plus nobles que celle-là, et encore moins qui puissent apporter plus de réconfort aux Canadiens que les délibérations de la Chambre laissent souvent perplexes. C'est là une excellente occasion pour le premier ministre de mettre en branle un processus qui honorera ce lieu et ceux qui le servent.

Tout en me félicitant de l'appui que le premier ministre a exprimé pour un institut du désarmement, et dans le même esprit de générosité que lui, je voudrais lui demander de renvoyer ses propositions à un comité de la Chambre qui pourrait recueillir l'opinion de tous les groupes et personnes intéressés du Canada. Certes, le comité pourrait recommander que l'institut relève directement du Parlement et ce serait probablement une excellente idée.

Depuis de nombreuses années, le Canada est fier de pouvoir jouer le rôle d'honnête courtier dans les affaires mondiales. C'est un rôle utile et important, et je pense que l'initiative du premier ministre s'inscrit dans cette tradition. C'est pour cette raison que je le salue aujourd'hui, comme j'ai eu l'occasion de le faire ailleurs.

Malheureusement, monsieur le Président—et je le dis sans intention partisane—je crois déceler dans l'esprit du premier ministre une certaine confusion, délibérée ou non, entre, d'une part, le rôle du Canada en tant que membre de l'alliance et, d'autre part, une position quelconque d'observateur neutre des affaires internationales. Cette confusion, je pense, tient au fait que le premier ministre paraît vouloir diminuer la valeur de certains principes très importants dans l'espoir de faire progresser ses propositions de paix.

Or, monsieur le Président, nous sommes une nation occidentale membre de l'OTAN et nous croyons fermement aux idéaux de la liberté individuelle et collective. Nous sommes enfants de la liberté. Ce sont là des principes sur lesquels nous ne pouvons faire aucun compromis, et nous n'en ferons pas.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Comme Canadiens, monsieur le Président, nous n'accepterons ni la finlandisation inexorable de l'Europe ni la neutralisation du Canada. Nous, membres de l'alliance occidentale, sommes prêts à nous défendre contre toute tentative visant à nous imposer des régimes étrangers et odieux par

le recours à la force ou la menace du recours à la force. Il n'y a rien, mais rien, de belliqueux, monsieur le Président, à considérer avec réalisme les intentions des Soviétiques. Leur politique en Europe obéit à deux impératifs évidents: préserver l'hégémonie soviétique sur l'Europe de l'Est et affaiblir l'Alliance occidentale, en particulier les liens entre les États-Unis et l'Europe. Les dirigeants politiques de tous les côtés de la Chambre doivent faire preuve de vigilance pour éviter de devenir des pions dans la stratégie soviétique. Voilà pourquoi l'OTAN est la tribune qui convient tout à fait à nos initiatives en politique étrangère.

Le 4 décembre dernier à Toronto, j'ai prié le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen), avant qu'il ne parte pour Bruxelles, de pousser plus avant la politique existante de non-déclenchement des hostilités nucléaires en insistant pour que les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN l'examinent sérieusement dans leurs réunions privées. Je reconnais que ma demande est pour le moins délicate et je vais revenir dans un instant à l'essentiel de cette proposition. Les réunions privées des ministres de l'OTAN sont tout aussi importantes. C'est là qu'il convient de discuter de la politique de l'OTAN et des changements à y apporter.

● (1210)

Lorsqu'il a commenté mes propos de Toronto le 9 décembre dernier dans cette Chambre, le premier ministre n'a pas manqué de me reprocher d'être allé aussi loin, disant même que les propos de ce genre n'avaient pas leur place en dehors de l'enceinte de l'OTAN et ajoutant que c'était ce que nous faisons. Voilà pourquoi il y a deux choses qui m'ont inquiété dans la tournée que le premier ministre vient de faire dans les capitales du pacte de Varsovie.

*[Français]*

D'abord, monsieur le Président, c'est une chose que de discuter au sein des conseils de l'Alliance, mais c'est tout autre chose que de mettre publiquement en doute, en pleine tournée des pays du Pacte de Varsovie, la détermination des alliés de l'OTAN de donner suite aux politiques de l'Alliance. Il y a une marge de différence entre les deux. Comme l'a fait remarquer l'ancien premier ministre de la République française, M. Raymond Barre, une telle déclaration ébranle les fondements de la sécurité en Europe et la crédibilité sur laquelle repose la sécurité collective. En second lieu, j'ai été déçu d'apprendre que le très honorable premier ministre et le Président de l'Allemagne de l'Est, la République démocratique allemande, avaient convenu de créer un comité de hauts fonctionnaires et de ministres chargé, et je cite: De travailler ensemble pour en quelque sorte identifier les secteurs où il est possible de s'entendre.

Une telle consultation, avant communication avec cette Chambre, avant communication à ce que je sache, avec nos alliés, en dehors du cadre de l'Alliance, ne peut que semer la confusion et risquer d'aboutir à des erreurs de jugement.

Notre sécurité, monsieur le Président, repose sur la solidarité de l'OTAN, et l'attitude du très honorable premier ministre à Davos, la semaine dernière et dans les diverses capitales de l'Europe de l'Est ne fait, si vous me permettez de le dire, que refléter celle de son gouvernement à l'égard de la défense et de l'OTAN.